Commission européenne

#EURoad2Sibiu

Tirer le meilleur parti du marché unique: mettre en place l'union des marchés des capitaux

Mai 2019

VERS UNE UNION PLUS UNIE, PLUS FORTE ET PLUS DÉMOCRATIQUE

«Je suis d'avis que nous assortissions les nouvelles règles bancaires européennes d'une union des marchés de capitaux. Pour améliorer le financement de notre économie, nous devrions développer et intégrer davantage les marchés de capitaux. Cela pourrait réduire les coûts de financement, notamment pour les PME, et contribuer à réduire notre très forte dépendance en matière de financement bancaire. Cela permettrait aussi de renforcer l'attractivité de l'Europe en matière d'investissements.»

Jean-Claude Juncker, à l'époque candidat à la présidence de la Commission,
Orientations politiques pour la prochaine Commission, 15 juillet 2014

L'union des marchés des capitaux vise à faire circuler l'argent (épargne et investissements) plus facilement dans l'ensemble de l'Union européenne, au profit des consommateurs, des investisseurs et des entreprises. Elle fait partie intégrante des instruments sur lesquels compte la Commission Juncker pour réaliser son ambition de soutenir la croissance en Europe. L'union des marchés des capitaux doit permettre d'éliminer les derniers obstacles aux investissements transnationaux dans l'UE et faciliter l'accès des entreprises et des projets d'infrastructure de l'UE aux financements dont ils ont besoin, quel que soit le lieu où ils sont situés. Elle soutient aussi la finance durable en offrant aux investisseurs un plus grand choix d'investissements dans des entreprises et des projets respectueux de l'environnement, faisant ainsi de l'Union un leader mondial dans ce domaine. Des marchés financiers plus intégrés complètent l'union bancaire en contribuant à amortir les chocs brutaux et en permettant le partage des risques par des acteurs privés au-delà des frontières de l'UE, rendant l'Union économique et monétaire plus forte et plus résiliente. Cette intégration pousse les acteurs du marché à utiliser l'euro, dont le rôle international se voit ainsi renforcé.

QUELS SONT LES PROBLÈMES ACTUELS?

Pour innover et se développer, les jeunes pousses et les PME ont besoin de moyens de financement accrus (elles tirent actuellement moins de 15 % de leur financement des marchés).

Les ménages de l'UE épargnent beaucoup, mais sans tirer le meilleur parti de leurs économies.

Des coûts fixes élevés, allant jusqu'à 15 % des montants levés, rendent l'accès aux marchés boursiers particulièrement onéreux pour les petites entreprises.

Les investisseurs se heurtent à de nombreux obstacles lorsqu'ils tentent d'investir dans d'autres pays de l'UE.

Les entreprises européennes restent fortement tributaires du crédit bancaire pour leur financement et n'ont que trop peu d'alternatives.

LES TROIS PILIERS DE L'UNION DES MARCHÉS DES CAPITAUX

UNION DES MARCHÉS DES CAPITAUX

- Tirer le meilleur parti du marché unique pour les consommateurs et les investisseurs grâce à de nouveaux produits européens
- Soutenir les entreprises et les entrepreneurs au moyen de règles plus claires et plus simples
- Surveiller plus efficacement les marchés des capitaux de l'UE

QUI BÉNÉFICIE DE L'UNION DES MARCHÉS DES CAPITAUX?

Citoyens

Consommateurs: choix de produits d'investissement plus diversifié et plus transparent

Épargnants: utilisation optimale de l'épargne à long terme pour financer les retraites

Entreprises

Jeunes pousses et petites entreprises: accès à des sources de financement non bancaires comme le capital-risque et le financement participatif

PME: accès plus facile et à moindres frais aux marchés boursiers

Investisseurs

Plus de possibilités d'investissement à long terme

Moins d'obstacles aux investissements au-delà des frontières nationales

Banques

Bilans plus sains

Davantage de possibilités de prêt

QU'A ACCOMPLI LA COMMISSION JUNCKER JUSQU'À PRÉSENT?

Amélioration de la capacité de prêt des banques

Les règles de l'UE en matière de titrisation aident les banques et autres établissements de crédit à convertir les prêts en titres qui sont ensuite vendus à des investisseurs. Les banques peuvent ainsi prêter davantage aux consommateurs et aux entreprises.

Stimulation des investissements en capital-risque et des investissements sociaux

La révision des règles de l'UE sur les fonds de capital-risque et les fonds d'entrepreneuriat social permettra aux petites entreprises en phase de croissance et aux entreprises sociales de bénéficier d'un meilleur accès au financement.

Facilitation de l'accès au marché pour les investisseurs

L'UE s'est mise d'accord sur un ensemble de règles qui rendra la surveillance financière de l'UE plus efficace et plus efficiente. Il contribuera aussi à améliorer la surveillance des risques de blanchiment de capitaux dans le secteur financier.

Choix élargi pour l'épargne-retraite

L'UE est parvenue à un accord sur le produit paneuropéen d'épargne-retraite individuelle, conçu pour offrir aux consommateurs européens un choix plus vaste en matière d'épargne-retraite en créant à l'échelle de l'Union une nouvelle catégorie de produits à souscription facultative.

13 **13 initiatives législatives relatives à l'UMC** ont été présentées par la Commission Juncker → **11** **ont été adoptées** par le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne

3 **3 initiatives législatives en faveur d'une finance durable** ont été présentées par la Commission Juncker → **2** **ont été adoptées** par le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne

ACHÈVEMENT DE L'UNION DES MARCHÉS DES CAPITAUX

L'UE entend être à la pointe mondiale de la réorientation et du renforcement des investissements privés visant à réaliser les objectifs de l'accord de Paris sur le climat, par une action novatrice dans le cadre de l'UMC comprenant les volets suivants:

	Un système de classification verte unifié au niveau de l'UE («taxinomie») visant à déterminer, selon des critères harmonisés au niveau de l'UE, si une activité économique est durable sur le plan environnemental.
	Des exigences de transparence sur la manière dont les sociétés financières intègrent les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance dans leurs décisions d'investissement.
	Deux nouvelles catégories d'indices financiers de référence visant à étoffer les informations fournies sur l'empreinte carbone des portefeuilles d'investissement.

La transition vers une économie neutre pour le climat nécessite des solutions à l'échelle mondiale. La coordination des initiatives et des instruments de finance durable entre les différents pays:

- entraînera une montée en puissance de la finance durable
- garantira la compatibilité transfrontière des marchés d'actifs financiers durables et évitera la fragmentation
- permettra de réaliser des économies d'échelle

AVANTAGES POUR LES INVESTISSEURS

possibilités supplémentaires de mettre en relation les investisseurs internationaux avec des projets durables locaux

AVANTAGES POUR LES ENTREPRISES

nouvelles sources de financement via les marchés mondiaux des capitaux et le secteur financier au niveau mondial

VERS L'ACHÈVEMENT DE L'UNION DES MARCHÉS DES CAPITAUX

DESCRIPTION DES MESURES	OBJECTIF	Parlement européen	Conseil de l'Union européenne
PRINCIPAUX ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DE L'UNION DES MARCHÉS DE CAPITAUX			
Titrisations simples, transparentes et standardisées	*Élargir les possibilités d'investissement et stimuler les prêts aux ménages et aux entreprises en Europe.*	Adopté	Adopté
Règlement Prospectus	*Faciliter l'accès des entreprises, notamment les PME, aux marchés financiers.*	Adopté	Adopté
Règlement relatif aux fonds de capital-risque européens (EuVECA) et règlement relatif aux fonds d'entrepreneuriat social européens (EuSEF)	*Stimuler les investissements en capital-risque et à caractère social dans l'UE.*	Adopté	Adopté
Produit paneuropéen d'épargne-retraite individuelle (PEPP)	*Offrir aux citoyens des options plus nombreuses et de meilleure qualité en matière d'épargne-retraite.*	Accord	Accord
Obligations garanties	*Offrir une source de financement à long terme permettant aux banques de soutenir l'économie réelle.*	Accord	Accord
Financement participatif	*Améliorer l'accès des jeunes pousses à cette forme innovante de financement, tout en maintenant la protection des investisseurs.*	Mandat de négociation	Pas d'accord
Distribution transfrontière des fonds communs de placement	*Éliminer les exigences trop lourdes et harmoniser les règles nationales divergentes.*	Accord	Accord
Réexamen relatif aux entreprises d'investissement	*Garantir des conditions de concurrence égales entre les grands établissements financiers systémiques tout en instaurant des règles plus simples pour les petites entreprises.*	Accord	Accord
Restructuration préventive, seconde chance et efficacité des procédures	*Rendre possible un nouveau départ pour les entrepreneurs honnêtes et faciliter la restructuration efficace de sociétés viables en difficulté financière.*	Accord	Accord
Promotion des marchés de croissance des PME	*Réduire les formalités administratives pour soulager les petites et moyennes entreprises qui cherchent à accéder aux marchés des capitaux.*	Accord	Accord
Opposabilité aux tiers de la cession de créances	*Renforcer la sécurité juridique en ce qui concerne le droit national qui s'applique à l'opposabilité de la cession de créances dans un contexte transfrontière.*	Mandat de négociation	Pas d'accord
Réforme des autorités européennes de surveillance, y compris les règles en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux	*Renforcer la convergence en matière de surveillance et le contrôle de l'application des règles, y compris la répression du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.*	Accord	Accord
Règlement sur l'infrastructure du marché européen (surveillance)	*Faire en sorte que le cadre de surveillance de l'UE anticipe et atténue effectivement les risques liés aux contreparties centrales de l'UE et de pays tiers qui fournissent des services à des clients de l'UE.*	Accord	Accord
INITIATIVES EN FAVEUR D'UNE FINANCE DURABLE			
Finance durable: taxinomie	*Contribuer à réorienter les flux de capitaux privés vers des investissements plus durables, tels que les transports propres, et à financer la transition vers une économie circulaire, sobre en carbone et plus économe en ressources.*	Mandat de négociation	Pas d'accord
Finance durable: publication d'informations		Accord	Accord
Finance durable: indices de référence correspondant à une faible intensité de carbone		Accord	Accord

Print ISBN 978-92-76-06921-8 doi:10.2775/20152 NA-01-19-397-FR-C
PDF ISBN 978-92-76-06894-5 doi:10.2775/72608 NA-01-19-397-FR-N